

**MISSION PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE DU CONGO
AUPRES DES NATIONS UNIES
866 Second Avenue, 2nd Floor
New York, N.Y. 10017
Tel: 212-832-6553* FAX: 212-832-6558**

**60^{ème} SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES**

DEBAT GENERAL

____ oOo ____

**INTERVENTION DE S.E.M. RODOLPHE ADADA,
MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGERES ET DE LA FRANCOPHONIE**

NEW YORK, 22 SEPTEMBRE 2005

(Vérifier au prononcé)

Monsieur le Président,

Je voudrais tout d'abord vous adresser mes sincères félicitations pour votre brillante élection à la Présidence de cette session.

Cette élection est une marque de confiance en vos qualités d'homme d'Etat et de reconnaissance à votre pays, la Suède, qui nous rappelle un de ses illustres fils, Dag HAMMARSKJÖLD, deuxième Secrétaire général de notre Organisation qui a sacrifié sa vie pour la cause de l'humanité.

Je voudrais, ensuite, exprimer à votre prédécesseur, Son Excellence Monsieur Jean PING, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères de la République Gabonaise, nos vives félicitations pour la compétence et la sagesse avec lesquelles il a su diriger les travaux de la 59^{ème} Session et faire aboutir les difficiles négociations qui ont conduit au document que vient d'adopter le Sommet mondial de 2005.

Enfin, à Monsieur le Secrétaire général, Kofi ANNAN, nous témoignons notre reconnaissance pour les initiatives courageuses qu'il ne cesse de prendre pour la rénovation et la revitalisation du Système des Nations Unies.

Monsieur le Président,

La 60^{ème} Session de l'Assemblée Générale intervient dans une conjoncture internationale marquée, non seulement par les guerres récurrentes, mais aussi par la recrudescence d'actes terroristes qui n'épargnent aucune région du monde, et des catastrophes naturelles qui ont endeuillé de nombreuses familles.

Nous souhaitons présenter au gouvernement et au Peuple des Etats-Unis d'Amérique nos plus sincères condoléances.

La lutte contre le terrorisme, tout comme la préservation de notre environnement appellent à plus de solidarité.

L'Organisation des Nations Unies, dont nous célébrons le 60^{ème} anniversaire, reste l'outil indispensable par lequel nous exprimons cette solidarité. C'est l'ONU, seule, qui nous permettra de faire face aux défis formidables du futur.

C'est pourquoi, Monsieur le Président,

Le Congo se félicite de l'adoption du Document final du Débat de haut niveau qui trace les grandes lignes de l'action à mener.

Le Document final nous apporte des raisons d'espérer sur la manière de répondre aux défis auxquels notre monde est confronté, mais suscite en même temps quelques interrogations.

En effet, le Congo est satisfait de la réaffirmation clairement exprimée par tous les Chefs d'Etat et de gouvernement, de leur engagement à poursuivre les débats et la recherche des solutions aux principales préoccupations du monde, à savoir :

- les questions de développement ;
- la paix et la sécurité collective ;
- les droits de l'homme et l'état de droit ;
- le renforcement de l'Organisation des Nations Unies.

Nous sommes heureux du consensus sur la nécessité de créer le Conseil de Consolidation de la paix et le Conseil des Droits Humains.

Ce dernier organe, viendra, aux côtés de la Cour Pénale Internationale, compléter, pour plus d'efficacité, le mécanisme de promotion et de défense des Droits Humains.

La réforme institutionnelle des Nations Unies, élargie bien sûr à l'ensemble des Organes (Assemblée Générale, Conseil de Sécurité, Conseil Economique et Social, Secrétariat), tout comme la réforme de la gestion interne de notre Organisation, est un impératif à la fois politique et moral qui permettrait à l'Organisation des Nations Unies de vivre avec son époque et de se préparer plus efficacement à aborder les décennies à venir.

Le Congo déplore que la grave question du désarmement n'ait pu trouver la moindre place dans le Document final faute de consensus, alors que les armes nucléaires, les armes de destruction massive, ainsi que le commerce illicite des armes légères et de petit calibre constituent la plus grande menace pour l'Humanité.

Le Congo entend confirmer sa pleine et entière adhésion à l'objectif d'un désarmement général et complet et d'une élimination totale des armes de destruction massive.

Monsieur le Président,

L'Afrique a toujours été un sujet de préoccupation pour les Nations Unies, le Conseil de Sécurité y consacre, à juste raison, la plus grande partie de son temps.

Nous devons nous réjouir de quelques évolutions positives observées dans certains pays.

Au **Burundi**, nous saluons les efforts de la Communauté internationale qui ont permis l'aboutissement heureux, il y a un mois, du processus électoral dans ce pays.

Après plusieurs années de crise et d'instabilité, nous nous félicitons du retour de la **République Centrafricaine**, à l'ordre constitutionnel.

Ces pays méritent une aide accrue de la Communauté internationale pour consolider des situations encore fragiles.

Au **Soudan**, nous saluons la réconciliation entre le SPLM et le pouvoir central et souhaitons que le processus se consolide en vue de parvenir à la fin d'un conflit qui n'a que trop duré.

Mais, que la réconciliation intervenue entre le Nord et le Sud du Soudan ne nous fasse pas oublier le drame que vit depuis 2 ans cette autre partie de la population dans l'Ouest du pays qu'est la région du **Darfour**.

Nous en appelons à une plus grande mobilisation de la Communauté internationale pour soutenir les efforts de l'Union Africaine afin d'obtenir un arrêt sans délai de cette crise politico-humanitaire.

En **Côte d'Ivoire**, suite aux divergences des parties en conflit, et malgré les efforts que n'ont cessé de déployer les Nations Unies et l'Union Africaine, la tenue des élections initialement prévues en octobre 2005, est remise en cause.

Nous exhortons nos frères ivoiriens à se surpasser et pour l'intérêt supérieur de leur pays, la paix et la stabilité de la Sous-région.

La paix et la stabilité en **République Démocratique du Congo** conditionnent la stabilité et le développement de toute l'Afrique centrale et de la région des Grands Lacs.

Nous louons les efforts engagés par la communauté internationale qui appuie le processus électoral en vue de l'issue heureuse de la transition en RDC.

Notre Sous-région n'est pas restée en marge de ces efforts. Ainsi, en sa qualité de Président en exercice de la CEEAC, le Président de la République du Congo, Son Excellence Monsieur **Denis SASSOU-NGUESSO**, s'est vu assigner par ses pairs, à l'issue de la 12^{ème} Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenue en juin 2005 à Brazzaville, la mission de s'impliquer dans la réussite de cette transition. C'est dans le cadre de ce mandat qu'avec mes collègues de l'Angola, du Gabon et de la RDC, nous avons rencontré les partenaires internationaux de la RDC que sont la Belgique, l'Union européenne et bien sûr, les Nations Unies.

Concernant **la région des Grands lacs**, le premier Sommet de la Conférence internationale sur les Grands Lacs qui s'est tenue en novembre 2004 à Dar-es-Salaam, a fait naître de grands espoirs quant à un retour de la paix, de la stabilité et du développement dans cette sous-région.

Dans quelques mois se tiendra à Nairobi le second Sommet de la Conférence qui sera marqué par l'adoption d'un Pacte de sécurité, de stabilité et de développement par lequel nos pays entendent mettre en œuvre des programmes d'action et des protocoles propres à concrétiser cette volonté d'un futur partagé de paix, de sécurité et de développement.

Par ailleurs, cette Conférence internationale sur la région des Grands Lacs est une expérience unique de consolidation de la paix au niveau régional. A ce titre, nous souhaitons vivement que cette région soit le premier terrain de mise en œuvre des réformes proposées par le Secrétaire Général concernant la consolidation de la paix.

Nous saisissons l'occasion que nous offre cette tribune pour renouveler l'appel lancé par Son Excellence Monsieur **Denis SASSOU-NGUESSO**, Président de la République du Congo, à la communauté internationale en général, aux partenaires du développement en particulier, pour que la région des Grands Lacs soit déclarée "Zone spécifique de développement".

Monsieur le Président,

Neuf (9) des onze (11) pays qui composent notre Sous-région d'Afrique centrale sont aujourd'hui en situation de post-conflit.

Cette situation a été longuement débattue à la 23^{ème} réunion du Comité Consultatif Permanent des Nations Unies sur les questions de sécurité en Afrique Centrale qui s'est tenue du 29 août au 02 septembre 2005 à Brazzaville.

Autant nous nous félicitons de l'existence et du travail de ce Comité, dont mon pays assure actuellement la présidence, autant nous demandons aux Nations Unies de donner suite aux conclusions de sa mission multidisciplinaire effectuée en juin 2003 en Afrique Centrale.

Monsieur le Président,

Au Moyen-Orient, en dépit de la persistance du conflit israélo-palestinien, nous aimerions saluer et encourager les efforts déployés depuis quelques mois par le Premier Ministre israélien, Monsieur Ariel SHARON et le Président de l'Autorité palestinienne, Monsieur Mahmoud ABBAS, qui traduisent une volonté partagée de parvenir à une solution équitable et durable.

Monsieur le Président,

La consolidation de la paix, le rétablissement des équilibres macroéconomiques, la lutte contre les pandémies telles que le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies, constituent entre autres les principaux objectifs du Gouvernement congolais.

Notre Gouvernement qui entend élargir son champ d'action à d'autres fléaux, a organisé, en juin 2005 à Brazzaville, les Etats Généraux de la drépanocytose au cours desquels une résolution déclarant la drépanocytose priorité de santé publique, au même titre que le VIH/Sida et le paludisme, a été adoptée.

Nous demandons qu'une attention particulière soit accordée à cette maladie.

Monsieur le Président,

Soucieux de préserver l'environnement, le Congo et d'autres pays de la sous-région ont conclu, en 2002, un accord de partenariat avec la Communauté internationale dans le cadre de "l'Initiative du Bassin du Congo".

Le 2^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement, tenu en février 2005 à Brazzaville, sur la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale, a adopté une stratégie à long terme pour la préservation de la forêt, de la faune et de la biodiversité du Grand Bassin du Congo.

Que l'Union Européenne, les Etats-Unis d'Amérique, la France et l'Allemagne trouvent ici l'expression de nos remerciements renouvelés pour leur soutien à cette Initiative.

Monsieur le Président,

Pour terminer, je tiens à remercier le Groupe africain qui a endossé La candidature du Congo pour un siège de membre non permanent du Conseil de Sécurité pour la période 2006-2007. Je voudrais rassurer de son entière disponibilité à œuvrer résolument pour la paix, la liberté et la justice dans le monde.

Je vous remercie.-